

Unité départementale de l'Oise  
283, rue de Clermont  
ZA de la Vatine  
60000 Beauvais

Beauvais, le 23/01/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/11/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SAINT GOBAIN ISOVER**

18 avenue d'Alsace  
92400 Courbevoie

Références : IC-R/0537/24-AL/MC  
Code AIOT : 0005101491

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2024 dans l'établissement SAINT GOBAIN ISOVER implanté 19,RUE EMILE ZOLA 60290 Rantigny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAINT GOBAIN ISOVER
- 19,RUE EMILE ZOLA 60290 Rantigny
- Code AIOT : 0005101491
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SAINT GOBAIN ISOVER bénéficie d'un arrêté d'autorisation délivré le 25 novembre

2008.

Cet arrêté régit les activités de la société centrées sur la recherche et le développement des laines minérales aussi bien en ce qui concerne les produits que les procédés. À cet effet, le site dispose de lignes pilotes ayant des équipements similaires à ceux d'une installation de production mais ne fonctionnant que par campagne. Elle apporte également un appui aux sociétés filiales et aux licenciés sous forme d'assistance technique, de formation en particulier dans les domaines four-fusion, fibrage, liants, lignes et automatismes industriels. Un arrêté préfectoral complémentaire du 8 juin 2015 vient compléter l'arrêté de 2008.

Un arrêté préfectoral complémentaire concernant l'optimisation de la gestion globale de l'eau a été signé le 22 septembre 2022.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
9	PC 9 : Réseaux – ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 4.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
12	PC 12 : Entretien – isolement avec les milieux – incidents	Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 7.4.5.2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
13	PC 13 : Entretien – isolement avec les milieux – incidents	Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 4.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	PC 1 : Etude technico-économique	AP Complémentaire du 22/09/2022, article 6	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	PC 2 : hauteur cheminée	AP de Mise en Demeure du	Avec suites, Astreinte	Levée d'astreinte, Levée de mise en

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		25/02/2022, article 1		demeure
3	PC 3 : débit four SBM	AP de Mise en Demeure du 25/02/2022, article 3	Avec suites, Astreinte	Levée de mise en demeure, Levée d'astreinte
4	PC 4 : vitesse minimale d'éjection four 2iTech	AP de Mise en Demeure du 25/02/2022, article 4	Avec suites, Astreinte	Levée de mise en demeure, Levée d'astreinte
5	PC 5 : extincteurs et RIA	AP de Mise en Demeure du 25/02/2022, article 6	Susceptible de suites	Levée de mise en demeure
6	PC 6 : porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 1.5.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
7	PC 7 : SVHC	Règlement européen du 18/12/2006, article 37	Susceptible de suites	Sans objet
8	PC 8 : Eléments de contexte CI Eau	Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 4.3.7	/	Sans objet
10	PC 10 : Réseaux – ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 4.3.5.2	/	Sans objet
11	PC 11 : Entretien – isolement avec les milieux – incidents	Arrêté Préfectoral du 25/01/2008, article 4.2.3	/	Sans objet
14	PC 14 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 9.2.3	/	Sans objet
15	PC 16 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 4.3.7	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection du 18 novembre 2024, l'exploitant n'était pas en mesure de fournir certains documents (consignes, formations, type des eaux de process). Il lui est donc demandé de fournir ces éléments sous 15 jours.

Cette visite a permis de constater que les prescriptions des arrêtés préfectoraux de mise en demeure des 25 février 2022 et 2 octobre 2023 étaient respectées et pouvaient être abrogées. Des projets d'arrêtés préfectoraux abrogeant ces arrêtés préfectoraux de mise en demeure sont proposés à monsieur le préfet.

Un projet d'arrêté préfectoral portant liquidation totale de l'astreinte administrative journalière du 2 octobre 2023 est également joint en annexe.

Plusieurs porter à connaissance et études (réduction hauteur de cheminée, modification des vitesses d'éjection, ERS, etc.) ont été transmis par l'exploitant et seront instruits ultérieurement.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : PC 1 : Etude technico-économique

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/09/2022, article 6
<b>Thème(s) :</b> Autre, gestion des eaux et limitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 10/07/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 02/01/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 septembre 2022 :</u> L'étude technico-économique et le plan d'actions demandés aux articles ci-dessus du présent arrêté seront adressés à l'inspection des installations classées dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté.  <u>Article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 2 octobre 2023 :</u> La société SAINT-GOBAIN ISOVER, exploitant des installations de travail du verre au 19 rue Emile Zola sur la commune de Rantigny (60) est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 septembre 2022 en transmettant une étude technico-économique et un plan d'actions, comme demandé aux articles 4 et 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 septembre 2022 susvisé, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis par courrier du 22 décembre 2023 : <ul style="list-style-type: none"><li>• un rapport n°23NNP053 de "l'étude technico-économique de la consommation d'eau du centre de recherche et de développement ISOVER à Rantigny" réalisé par la société Suez</li></ul>

Consulting ;

- un document intitulé "plan actions réduction consommation eau" du 15 décembre 2023.

L'instruction de ces éléments sera réalisée ultérieurement par l'inspection.

L'exploitant a transmis les éléments demandés à l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 octobre 2023. Cet article peut être abrogé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 2 : PC 2 : hauteur cheminée**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 25/02/2022, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, rejets atmosphériques

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 10/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte
- date d'échéance qui a été retenue : 06/04/2024

**Prescription contrôlée :**

La société SAINT GOBAIN ISOVER exploitant des installations de travail du verre au 19 rue Emile Zola sur la commune de Rantigny (60) est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 juin 2015 en :

- disposant d'une cheminée « entrée étuve » avec une hauteur minimale de 20,19 m ;
- disposant d'une cheminée « sortie étuve » avec une hauteur minimale de 17 m ;

dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Constats :**

Constats de la visite du 15 novembre 2021 :

La hauteur minimale des cheminées "entrée étuve" et "sortie étuve" n'était pas respectée (16 mètres au lieu de 20,19 et 17 mètres).

Ces non-conformités ont fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure le 25 février 2022.

Constats de l'inspection du 10 juillet 2023 :

Par courrier du 18 août 2022, l'exploitant mentionnait que le choix pouvait se porter entre 2 solutions, soit le rehaussement de chaque cheminée soit le raccordement des rejets étuve à la

cheminée forming. Dans les deux cas, l'estimation financière était excessivement onéreuse (280 k€ a minima) ce qui n'a pas permis de retenir ces solutions.

L'exploitant a décidé de demander une modification de la prescription concernant la hauteur des cheminées en démontrant que les hauteurs de cheminées actuellement en place sont acceptables. Cette démonstration doit être faite par une étude du risque sanitaire en prenant en compte comme hypothèse les hauteurs des cheminées à l'état actuel.

L'exploitant a transmis par mail du 15 mars 2023 une évaluation de l'évolution des risques sanitaires.

Cette étude ne correspondait pas à l'évaluation du risque sanitaire attendue et ne permettait pas de lever l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 février 2022.

L'exploitant s'était engagé à fournir une étude du risque sanitaire conformément au guide méthodologique Ineris de 2021 sous 3 mois.

Du fait des engagements de l'exploitant, une astreinte administrative a été signée le 2 octobre 2023 avec sursis à exécution.

#### Constats de l'inspection du 18 novembre 2024 :

L'exploitant a transmis par courrier du 30 août 2024 un rapport d'étude nommé "Interprétation de l'État des Milieux et Évaluation Quantitative des Risques Sanitaires" réalisé par la société TILDA Conseil.

Il a été pris en compte dans cette étude une hauteur de cheminée pour "entrée étuve" et "sortie étuve" de 16 mètres. Les modélisations ont été faites avec le logiciel AERMOD.

Les résultats de l'évaluation prospective des risques sanitaires sont les suivants :

- pour les effets à seuil : les Quotients de Danger (QD) sont inférieurs à 1 pour chacune des substances et voies d'exposition considérées individuellement ainsi que pour l'ensemble des substances et des voies d'exposition ;
- pour les effets sans seuil : les Excès de Risque Individuel (ERI) sont inférieurs à  $10^{-5}$  pour le plomb, unique substance possédant une VTR pour les effets sans seuil.

L'étude du risque sanitaire sera instruite ultérieurement. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire sera proposé.

Au vu de ces éléments, les prescriptions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 février 2022 peuvent être levées.

Il est également proposé de liquider totalement l'arrêté préfectoral portant astreinte administrative du 2 octobre 2023.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 25/02/2022, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 10/07/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 02/04/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La société SAINT GOBAIN ISOVER exploitant des installations de travail du verre au 19 rue Emile Zola sur la commune de Rantigny (60) est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 juin 2015 en :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• ne dépassant pas le débit maximal autorisé de 2 077 Nm<sup>3</sup>/h pour les rejets issus du four SBM ;</li></ul> <p>dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<b>Constats :</b> <p><u>Constats de la visite du 15 novembre 2021 :</u></p> <p>L'exploitant avait transmis par mail du 15 novembre 2021, le rapport de contrôle des rejets atmosphériques du four SBM.</p> <p>L'exploitant mentionnait que le four SBM n'avait pas fonctionné en 2021.</p> <p>Les prélèvements avaient été réalisés le 15 décembre 2020 par la société IRH.</p> <p>Le rapport de contrôle mentionnait la non-conformité suivante pour le four SBM :</p> <p>- débit maximal en Nm<sup>3</sup>/h dépassé : 13 300 Nm<sup>3</sup>/h alors que la débit maximal est de 2 077 Nm<sup>3</sup>/h.</p> <p>Le débit maximal autorisé en Nm<sup>3</sup>/h était dépassé pour les rejets issus du four SBM.</p> <p>Ces non-conformités avaient fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure le 25 février 2022.</p> <p><u>Constats de l'inspection du 10 juillet 2023 :</u></p> <p>Par courrier du 28 août 2022, l'exploitant mentionnait qu'une campagne de fonctionnement du four SBM, avec pour objectif la réception de nouveaux équipements, avait eu lieu en juillet 2022.</p>



Lors de cette campagne, les mesures réglementaires avaient été effectuées. Le rapport de mesures n'était à ce jour pas édité par la société IRH. Cependant, des mesurages en interne réalisés en parallèle indiquaient qu'il n'était pas possible techniquement de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation en vigueur concernant le débit maximal autorisé. Afin de démontrer que le débit actuellement atteint était acceptable, l'exploitant proposait de faire réaliser courant 2023 une étude du risque sanitaire.

L'exploitant a transmis par mail du 15 mars 2023 une évaluation de l'évolution des risques sanitaires.

Cette étude ne correspondait pas à l'évaluation du risque sanitaire attendue et ne permettait pas de lever l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 février 2022.

L'exploitant s'était engagé à fournir une étude du risque sanitaire conformément au guide méthodologique Ineris de 2021 sous 3 mois.

Du fait des engagements de l'exploitant, une astreinte administrative a été signée le 2 octobre 2023 avec sursis à exécution .

#### Constats de l'inspection du 18 novembre 2024 :

L'exploitant a transmis par courrier du 30 août 2024 un rapport d'étude nommé "Interprétation de l'État des Milieux et Évaluation Quantitative des Risques Sanitaires" réalisé par la société TILDA Conseil.

L'exploitant a retenu un débit de 2077 Nm<sup>3</sup>/h pour le débit du four SBM (page 30 de l'ERS).

L'exploitant n'a pas démontré que le débit actuellement atteint (10000 à 13000 Nm<sup>3</sup>/h) était acceptable.

L'exploitant a transmis par mail du 25 novembre 2024 un rapport nommé "*complément au rapport d'études*" réalisé par la société TILDA Conseil. Il a été retenu un débit pour le four SBM de 15 000 Nm<sup>3</sup>/h.

Il est indiqué que "*la modification des hypothèses de modélisation n'entraîne pas de modification substantielle des concentrations induites dans l'environnement, et ne modifie donc pas les conclusions de l'Évaluation Quantitative des Risques Sanitaires*".

L'étude du risque sanitaire sera instruite ultérieurement. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire sera proposé.

Au vu de ces éléments, les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 février 2022 peuvent être levées.

Il est proposé une liquidation totale de l'astreinte.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure, Levée d'astreinte

**N° 4 : PC 4 : vitesse minimale d'éjection four 2iTech**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 25/02/2022, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, rejets atmosphériques

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 10/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte

**Prescription contrôlée :**

La société SAINT GOBAIN ISOVER exploitant des installations de travail du verre au 19 rue Emile Zola sur la commune de Rantigny (60) est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 juin 2015 en :

- respectant la vitesse minimale d'éjection de 20,5 m/s pour les rejets issus du four 2iTech ; dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Constats :**

Constats de la visite d'inspection du 15 novembre 2021 :

L'exploitant avait transmis par mail du 15 novembre 2021, le rapport de contrôle des rejets atmosphériques du four 2 iTech.

Les prélèvements avaient été réalisés le 20 novembre 2020 par la société IRH.

Le rapport de contrôle mentionnait la non-conformité suivante pour le four 2iTech :

- vitesse d'éjection minimale en m/s non respectée : 19,20 m/s alors que la vitesse minimale est de 20,5 m/s.

La vitesse minimale d'éjection en m/s n'était pas respectée pour les rejets issus du four 2iTech.

Ces non-conformités avaient fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure le 25 février 2022.

Constats de l'inspection du 10 juillet 2023 :

Par courrier du 18 août 2022, l'exploitant mentionnait que la prochaine période de fonctionnement du four Zitech était planifiée pour une période de 3 semaines en novembre 2022. Aucune modification technique n'a été engagée sur cet équipement depuis les dernières mesures de 2021. Afin de démontrer que la vitesse d'éjection atteinte actuellement était acceptable, le fonctionnement de cet équipement était également inclus dans l'étude du risque sanitaire.

L'exploitant a transmis par mail du 15 mars 2023 une évaluation de l'évolution des risques sanitaires.

Cette étude ne correspondait pas à l'évaluation du risque sanitaire attendue et ne permettait pas de lever l'article 4 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 février 2022.

L'exploitant s'était engagé à fournir une étude du risque sanitaire conformément au guide méthodologique Ineris de 2021 sous 3 mois.

Du fait des engagements de l'exploitant, une astreinte administrative a été signée le 2 octobre 2023 avec sursis à exécution .

Constats de l'inspection du 18 novembre 2024 :

L'exploitant a transmis par courrier du 30 août 2024 un rapport d'étude nommé "Interprétation de l'État des Milieux et Évaluation Quantitative des Risques Sanitaires" réalisé par la société TILDA Conseil.

Il a été pris en compte dans cette étude une vitesse d'éjection de 8 m/s (page 53 de l'ERS) pour le four ZiTech. Les modélisations ont été faites avec le logiciel AERMOD.

Les résultats de l'évaluation prospective des risques sanitaires sont les suivants :

pour les effets à seuil : les Quotients de Danger (QD) sont inférieurs à 1 pour chacune des substances et voies d'exposition considérées individuellement ainsi que pour l'ensemble des substances et des voies d'exposition ;

pour les effets sans seuil : les Excès de Risque Individuel (ERI) sont inférieurs à  $10^{-5}$  pour le plomb, unique substance possédant une VTR pour les effets sans seuil.

L'étude du risque sanitaire sera instruite ultérieurement. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire sera proposé.

Au vu de ces éléments, les prescriptions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 février 2022 peuvent être levées.

Il est également proposé de liquider totalement l'arrêté préfectoral portant astreinte administrative du 2 octobre 2023.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure, Levée d'astreinte

**N° 5 : PC 5 : extincteurs et RIA**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 25/02/2022, article 6

**Thème(s) :** Risques accidentels, incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 10/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

La société SAINT GOBAIN ISOVER exploitant des installations de travail du verre au 19 rue Emile Zola sur la commune de Rantigny (60) est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 7.4.2 de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2008 en :

- disposant d'extincteurs maintenus en bon état, dans leur intégralité ;
- disposant de RIA maintenus en bon état, dans leur intégralité ;

dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Constats :**

Constats de la visite du 15 novembre 2021 :

Il avait été constaté que les extincteurs ont été contrôlés le 4 décembre 2020 par la société SICLI (316 extincteurs sur le site).

L'ensemble des extincteurs et des RIA n'étaient pas maintenus en bon état.

Le rapport de contrôle de 2020 mentionne 50 RIA avec une pression insuffisante, 1 RIA avec une fuite, 1 RIA endommagé et 4 RIA dont la prise de pression est impossible.

Ces non-conformités ont fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure le 25 février 2022.

Constats de l'inspection du 10 juillet 2023 :

Par courrier du 18 août 2022, l'exploitant mentionnait que l'ensemble des extincteurs incriminés ont été remplacés par des extincteurs neufs.

L'exploitant avait transmis le rapport d'intervention pour la pose d'extincteurs par la société CHUBB les 11 et 12 janvier 2022. Il avait également transmis le rapport d'intervention de vérification de la société CHUBB pour les extincteurs du 20 janvier 2022. L'ensemble des extincteurs était maintenu en bon état.

Concernant les RIA, l'exploitant mentionnait dans son courrier du 18 août 2022 que lors du dernier contrôle des RIA réalisé en janvier 2022 le groupe diesel agissant comme surpresseur sur le réseau incendie fonctionnait. L'ensemble des RIA contrôlés délivraient une pression satisfaisante. Un seul avait une pression insuffisante, il s'agit d'un RIA se situant à la même hauteur que le château d'eau, situation défavorable que le surpresseur ne réussit pas à corriger. D'après l'exploitant, les remarques du rapport seraient toutes corrigées avant le prochain contrôle annuel.

L'exploitant a fourni le rapport d'intervention de la société CHUBB du 24 mars 2023 concernant les RIA. Ce rapport fait état de fuite sur 3 RIA (n°0001500973, 0007294335 et 0001500998) , d'un diffuseur endommagé sur 1 RIA (n°0001500994) et de pression insuffisante sur 1 RIA (n° 0001500970 présent dans le bâtiment E - rdc magasin).

Il en ressort que l'ensemble des RIA n'est toujours pas maintenu en bon état.

L'exploitant a transmis, par mail du 27 juillet 2023, 3 demandes d'interventions de la société Isover Saint-Gobain :

- pour le remplacement du RIA four 10m<sup>2</sup> à l'état clôturé ;
- pour le remplacement des RIA n°38 0001500994, 270007294335 et 63 0008093952 à l'état clôturé ;
- pour le remplacement des RIA n°0001500973 à l'état clôturé.

Au vu des éléments envoyés, l'exploitant n'avait pas transmis les éléments attestant du maintien en bon état des RIA n° 0001500998 et n°0001500970.

L'exploitant devait fournir les éléments démontrant que ces 2 RIA sont maintenus en bon état sous 15 jours.

Constats de l'inspection du 18 novembre 2024 :

L'exploitant a transmis par courrier du 14 septembre 2023, le rapport de vérification des RIA du 14 septembre 2023 et réalisé par la société APAVE. Aucune observation n'y est mentionnée.

L'exploitant a présenté le procès verbal d'intervention du 19 avril 2024 par la société Eurofeu des RIA. Un joint a été changé le 23 mai 2024.

L'exploitant a présenté le procès verbal d'intervention du 19 avril 2024 par la société Eurofeu des extincteurs. Des extincteurs ont été remplacés.

D'après les derniers éléments communiqués par l'exploitant, les RIA et les extincteurs sont maintenus en bon état.

Au vu de ces éléments, les prescriptions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 février 2022 peuvent être levées.

Il est ainsi proposé d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 février 2022.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

N° 6 : PC 6 : porter à connaissance

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 1.5.1

**Thème(s) :** Autre, modifications des installations

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 10/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 02/01/2024

**Prescription contrôlée :**

Article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2008 :

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 octobre 2023 :

La société SAINT-GOBAIN ISOVER, exploitant des installations de travail du verre au 19 rue Emile Zola sur la commune de Rantigny (60), est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2008 en transmettant un porter à connaissance intégrant l'ensemble des modifications apportées sur le site avec tous les éléments d'appréciation, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Constats :**

Constats de l'inspection du 10 juillet 2023 :

Des modifications ont été réalisées sur le site (notamment la mise en place d'une nouvelle ligne dite CR6).

L'exploitant n'avait pas porté à la connaissance de Mme la préfète les modifications apportées sur son site entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation. Par arrêté préfectoral du 2 octobre 2023, l'exploitant avait été mis en demeure de déposer un porter à connaissance intégrant l'ensemble des modifications apportées sur le site avec tous les éléments d'appréciation, dans un délai de trois mois.

**Constats de l'inspection du 18 novembre 2024 :**

L'exploitant a transmis par courrier du 29 décembre 2023 un porter à connaissance sur les modifications apportées à son site.

Il a également transmis par courrier du 30 août 2024 un rapport d'étude nommé "Interprétation de l'État des Milieux et Évaluation Quantitative des Risques Sanitaires" réalisé par la société TILDA Conseil.

Ces demandes seront instruites ultérieurement.

Ces éléments permettent de lever les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 octobre 2023.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 7 : PC 7 : SVHC**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article 37

**Thème(s) :** Risques chroniques, REACH

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 10/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés :

- a) dans la ou les FDS qui lui ont été transmises ;
- b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ;
- c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.

**Constats :**

Les données concernant cette thématique sont confidentielles.

**Type de suites proposées :** Sans suite

N° 8 : PC 8 : Eléments de contexte CI Eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 4.3.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle inopiné (CI) précédent – conditions de fonctionnement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Date du CI EAU de l'année n-1 : 15/16 juin 2023 Nature du/des dépassement(s)/gros dépassement(s) relevés lors du CI EAU de l'année n-1 : concentration en acide borique Conditions de fonctionnement du site : normale
<b>Constats :</b>  Le dernier contrôle inopiné eau s'est déroulé du 15 au 16 juin 2023 et a été fait par la société IANESCO. Un dépassement a été constaté concernant le paramètre "acide borique". Il a été relevé la valeur de 6.8 mg/L pour une valeur limite maximale de 3 mg/L. L'exploitant mentionne que les conditions de fonctionnement du site étaient normales.  Par courrier du 25 juillet 2023, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant les raisons de ce dépassement et les actions mises en place.  L'exploitant mentionne par mail du 28 juillet 2023 qu'il va réaliser une mesure hebdomadaire du paramètre "acide borique". Il décrit par mail du 11 août 2023 le plan d'action ci-dessous : <ul style="list-style-type: none"><li>• recherche de la source de pollution en Bore (un point potentiel de contamination a été identifiée sur la zone de stocks matières premières verrières (zone compo) - poursuite des investigations afin de s'assurer d'avoir identifié toute source de pollution possible du réseau des eaux pluviales) ;</li><li>• étudier la faisabilité de couvrir les stocks de calcin pour limiter/éviter la lixiviation par la pluie ;</li><li>• nettoyer la zone compo afin d'éliminer l'entraînement des poussières de matières premières dans le réseau eaux pluviales avec retraitement spécifique des eaux de nettoyage ;</li><li>• élimination d'une partie du stock calcin afin de diminuer le risque en cas de lixiviation ;</li><li>• ajout du paramètre bore à l'autosurveillance hebdomadaire réalisée sur le rejet aqueux du site par le laboratoire LDAR (depuis le 19 juillet 2023).</li></ul> Un nouveau contrôle inopiné a eu lieu du 7 au 8 novembre 2024 par la société IANESCO. Le laboratoire IANESCO a prévenu la DREAL le 15 novembre 2024 que le prélèvement 24h n'était pas valide suite à une mauvaise estimation du débit du volume rejeté. La société Saint Gobain a terminé sa campagne d'essai le 12 novembre 2024 et il n'est pas prévu d'autre campagne avant 2025. Aucun rejet en eau de process n'est donc prévu avant 2025. Le contrôle inopiné 2024 n'a pu être réalisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 9 : PC 9 : Réseaux – ouvrages de rejet



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;</li> <li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bas de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...) ;</li> <li>• les secteurs collectés et les réseaux associés,- les principaux ouvrages de toutes sortes ( vannes, compteurs...) ;</li> <li>• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté les plan "réseau rejets aqueux" et "zone du point de rejet - barrage anti pollution" datés de mars 2006.</p> <p>Ces plans font apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;</li> <li>• les dispositifs de protection de l'alimentation ;</li> <li>• les secteurs collectés et les réseaux associés,</li> <li>• les principaux ouvrages de toutes sortes ( vannes, compteurs...) ;</li> <li>• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul> <p>Le site dispose d'un réseau unitaire. Les eaux de process sont issues des bâtiments J et K. Elles débordent des bennes, se retrouvent sur le sol et rejoignent le réseau eaux pluviales du site. Ces eaux sont rejetées dans la "Fausse Brèche".</p> <p>L'article 4.3.4 de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2008 mentionne : "<i>Les eaux de transfert, les eaux de lavage sont rejetées dans la "Fausse Brèche"</i>".</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande de justificatifs :</b> il est demandé à l'exploitant de préciser si les eaux actuelles de process, issues des bâtiments J et K, sont des eaux de transfert ou de lavage sous 15 jours.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant

N° 10 : PC 10 : Réseaux – ouvrages de rejet

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 4.3.5.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Aménagement des ouvrages de rejet

**Prescription contrôlée :**

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.

Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

[...]

**Constats :**

Lors de la visite, l'exploitant a montré l'emplacement du point de prélèvement d'échantillon. Il est situé après le séparateur hydrocarbure près du chalet "BAMO". Ce point de prélèvement est accessible.

**Type de suites proposées :** Sans suite

N° 11 : PC 11 : Entretien – isolement avec les milieux – incidents

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/01/2008, article 4.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Entretien et surveillance

**Prescription contrôlée :**

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

[...]

**Constats :**

L'exploitant mentionne que les réseaux du site datent des années 1960.

Il déclare réaliser des opérations d'entretiens sur les réseaux de collecte :

- au niveau de l'arrivée de l'eau dans le bâtiment L, au niveau du château d'eau et de la sortie des réseaux d'eaux ;
- vérification des accès aux réseaux (regards) non encombré ;
- mesure des flux entrants/sortants avec débitmètre en continu pour le flux entrant afin d'être en capacité de détection s'il y a une fuite. En effet, une mesure des flux entrants et sortants est réalisée hebdomadairement afin de détecter une fuite. L'exploitant souhaite que ces débitmètres soient reliés à l'enregistreur de sortie (chalet BAMO) afin que cela soit automatisé.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : PC 12 : Entretien – isolement avec les milieux – incidents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 7.4.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositif de confinement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté son mode opératoire en cas de pollution de ses rejets aqueux (document référence MO 362).</p> <p>En cas de pollution, une vanne de barrage est présente avant le point de rejet du site. Les eaux polluées sont envoyées vers un bassin de rétention (environ 780 m<sup>3</sup>) via 2 pompes de relevage. La vanne de barrage est activable manuellement sur place et à distance dans la salle de contrôle "10m<sup>2</sup>".</p> <p>Lors de la visite, la vanne de barrage n'était pas signalée. L'exploitant a transmis par mail du 25 novembre 2024 une photo permettant de constater la présence d'un panneau signalant l'emplacement de la vanne de barrage.</p> <p>L'exploitant mentionne que la vanne est testée une fois par an en août.</p> <p>L'exploitant n'a pas présenté la consigne sur l'entretien préventif de ce dispositif.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande de justificatifs :</b> il est demandé à l'exploitant de transmettre la consigne sur l'entretien préventif du système d'isolement des réseaux de l'établissement par rapport à l'extérieur sous 15 jours.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 13 : PC 13 : Entretien – isolement avec les milieux – incidents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 4.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien et conduite des installations de traitement
<b>Prescription contrôlée :</b>

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

#### Constats :

L'exploitant suit les paramètres suivants de façon continu :

- pH ;
- température ;
- MES ;
- DCO ;
- débit ;
- pluviométrie.

Des seuils d'alarme ont été attribués.

Les enregistrements sont extraits chaque semaine manuellement et stocké sur le réseau par une personne de l'exploitation. L'exploitant a présenté les enregistrements du 22 au 28 octobre 2024.

En cas d'incident de fonctionnement, l'exploitant utilise un "groupe teams" qui intègre un document partagé dans lequel se trouve les raisons de l'incident et les actions menées.  
En cas de fermeture de la vanne, l'incident est listé dans le tableau de reporting du site.

La conduite de l'installation est confié à l'équipe exploitation et à l'astreinte. L'exploitant mentionne que des formations internes sont dispensées. L'astreinte technique a été formée en décembre 2021.

L'exploitant n'était pas en mesure de fournir des informations sur les formations faites par le personnel d'exploitation.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

**Demande de justificatifs :** il est demandé à l'exploitant de transmettre des éléments attestant que le personnel d'exploitation et l'astreinte dispose d'une formation initiale et continue concernant la conduite de l'installation pour les rejets en eaux sous 15 jours.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours

N° 14 : PC 14 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 9.2.3

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des eaux résiduaires - programme de surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets en sortie de son site (exutoire situé de l'autre côté de la rue Émile Zola, au sud du site, au niveau de la "Fausse BRECHE"). Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.</p> <p>A minima, les contrôles sont réalisés annuellement sur les paramètres suivants : température, pH, MES, DCO et indice Phénol.</p> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant mentionne réaliser des mesures hebdomadaires sur les paramètres suivants : pH, température, DCO, MES et indice phénol.</p> <p>Il ajoute que des analyses sont réalisés annuellement par la société IRH sur l'ensemble des paramètres visés à l'article 4.3.7 de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2008.</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport n°PICP240198-24-340-R0 de la société IRH qui a réalisé des analyses sur les rejets en eaux du 1<sup>er</sup> au 2 août 2024.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : PC 16 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 4.3.7			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission			
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans la Brèche, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.</p>			
Paramètres	Concentrations moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j) par temps sec	Flux maximal journalier (kg/j) par temps de pluie
MES	35	56	70
DCO	125	200	237.5
DBO5	30	48	57
Azote (azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé)	30	48	57

Azote Kjédahl	10	16	19
Phosphore total	10	16	19
Indice phénols	0.3	0.48	0.57
Arsenic et composés (en As)	0.5	0.8	0.95
Chrome hexavalent et composés (en Cr)	0.1	0.16	0.19
Plomb et composés (en Pb)	0.5	0.8	0.95
C a d m i u m e t composés (en Cd)	0.05	0.08	0.095
Cuivre et composés (en Cu)	0.5	0.8	0.95
C h r o m e e t composés (en Cr)	0.5	0.8	0.95
M e r c u r e e t composés (en Hg)	0.05	0.08	0.095
Nickel et composés (en Ni)	0.5	0.8	0.95
Zinc et composés (en Zn)	0.5	0.8	0.95
Etain et composés (en Sn)	2	3.2	3.8
Fer, aluminium et composés (en Fe + Al)	5	8	9.5
C o m p o s é s o r g a n i q u e s halogénés (en AOX ou EOX)	1	1.6	1.9
Hydrocarbures totaux	10	16	19

Fluor et composés (en Sb)	15	24	28.5
Antimoine et composés (en Sb)	0.3	0.48	0.57
Baryum	3	4.8	5.7
Acide borique	3	4.8	5.7

### Constats :

L'exploitant a présenté les rapports :

- n°PICP240198-24-340-R0 de la société IRH qui a réalisé des analyses sur les rejets en eau du 1<sup>er</sup> au 2 août 2024 ;
- n°PICP240198-24-441-R0 de la société IRH qui a réalisé des analyses sur les rejets en eau du 25 au 26 septembre 2024.

Les valeurs mesurées pour les paramètres listés à l'article 4.3.7 sont conformes (hormis pour le paramètre "acide borique"). En effet, le paramètre "acide borique" n'a pas été analysé. L'exploitant mentionne qu'il analyse le paramètre "bore" à la place.

La valeur limite de rejets pour l'acide borique est de 3 mg/l. Cette valeur est issue de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2008 mais également de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale.

L'exploitant ajoute que cette valeur a été modifiée par la directive 2013/39/UE du parlement Européen et du Conseil du 12 août 2013 et par l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant l'arrêté verre du 12 mars 2003 applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Le paramètre "acide borique" a été remplacé par le paramètre "bore" avec la même valeur limite maximale d'émission (-> 3 mg/l).

L'exploitant a transmis un porter à connaissance le 25 novembre 2024 afin de demander la modification de la nature du paramètre analysé ("acide borique" par "bore"). L'exploitant ajoute avoir pris en compte ce nouveau seuil dans le cadre de l'ERS du site. Les quotients de danger par ingestion sont inférieurs à 1.

Pour information la valeur mesurée en Bore par la société IRH, lors du contrôle annuel, était de 1.8 mg/l en août et de 1.06 mg/l en septembre (< 3 mg/l).

Ce porter à connaissance sera instruit ultérieurement.

**Type de suites proposées :** Sans suite